

DE L'AIDE AU CONTRAT

Tant de maux ont accablé depuis 5 siècles les populations d'Afrique noire qu'il leur a fallu développer une exceptionnelle capacité de survie, adossée non à un État aliéné, mais à la communauté familiale. On comprend que ces populations hésitent à changer de système de référence, à œuvrer pour le bien public dans le cadre d'un État indépendant. L'appropriation clanique de cet État et de ses rentes peut sembler le prolongement naturel d'une stratégie de survie qui a fait ses preuves. Mais elle suppose le maintien d'une colonisation de fait, et elle se montre totalement incapable de répondre à un double défi : l'explosion démographique et l'invasion de la modernité.

L'aide interétatique post-coloniale renforce, jusqu'à la caricature, cet accaparement anti-productif. Les dirigeants du pays donateur consentent d'autant plus volontiers à la perpétuer qu'elle leur permet de brancher un pipe-line sur les ressources du pays « aidé ». Les citoyens français ont beaucoup à perdre, à commencer par leur dignité, à ce détournement de leurs impôts. Quant aux citoyens africains, ce gaspillage généralisé confine trop d'entre eux dans la misère, et marginalise leur continent.

L'aide est devenue trop laide. Nous avons intérêt à un co-développement. Négocions des transitions vers un monde plus vivable pour les uns et pour les autres, sur une base contractuelle. Imposons l'équité du contrat aux relations entre l'Europe et l'Afrique, nouées en notre nom et financées à nos dépens.

SALVES

Succès en chaîne pour la démocratie

L'investissement par les urnes, c'est vraiment formidable, surtout quand elles sont bourrées par des pères Ubu adroitement conseillés. Les vœux de stabilité de Michel Roussin pour l'Afrique francophone sont exaucés au-delà de toute espérance, et la démocratie progresse au-delà de toute vraisemblance. Après les triomphes du général Eyadema au Togo et d'Omar Bongo au Gabon, voici celui du « génie de Conakry » Lansana Conte. À quand le sacre électoral du maréchal Mobutu ?

On a gagné

Résultat de cette magnifique promotion de l'image de la France : à la fin du match France-Bulgarie, conclu comme l'on sait par la défaite de la première et son élimination de la Coupe du Monde, les gamins de Douala sont sortis dans la rue en chantant : « On a gagné ! ».

Record battu

Nous évoquions dans *Billets* n° 4 la fortune d'Houphouët-Boigny. Celui-ci serait largement devancé par l'ex-Président nigérian (très courtisé par Elf), le général Babangida : quelque 100 milliards de FF. (*Jeune Afrique Économie*, Décembre 1993).

Le Plan marche au canon

Le lobby des ventes d'armes préfère, c'est naturel, les arguments brutaux et vénaux à ceux de la raison. Il se sent tellement faible en ce domaine qu'il a jugé plus prudent de faire censurer, dans le rapport du Commissariat au plan sur « l'avenir des industries liées à la Défense », l'avis de l'un des experts chargés de le préparer, le Pr. François Chesnais.

Le rapport conclut : « L'exportation d'armements, dès lors qu'elle est soumise à un strict dispositif d'autorisation, ce qui est le cas en France, est de nature à favoriser grandement une politique étrangère active ». Il était délicat de laisser questionner cette affirmation-canon par les « succès politiques » des marchands d'armes français en Irak, en Libye, au Togo, au Rwanda,... Tout ceci aux frais du contribuable et, fréquemment, sur le compte de l'Aide Publique au développement (APD), qui couvre a posteriori les achats d'armes impayés par des aides budgétaires ou des remises de dettes. (*Libération*, Noël 1993)

APD en baisse

Les chiffres ne sont pas encore connus mais, selon divers indices, l'APD française passerait de 0,56 % du PIB en 1992 à 0,53 % en 1994. Ce n'est pas parce qu'on l'a gaspillée qu'il faut rogner la « part du pauvre » !

Laissons gémir sa clientèle « branchée » : les filous pleurent leurs filons, et Bongo son bingo. Le changement de régime sera rude, aussi, pour des populations bridées depuis trop longtemps dans leurs activités productives. Mais, avec la clarification des responsabilités, naît l'espoir d'une vie politique et économique plus vigoureuse, comme d'une relation moins fusionnelle avec l'ancienne métropole.

DÉVALUATION

La dévaluation du franc CFA, programmée depuis l'été, est officiellement décrétée au moment où nous bouclons ce numéro de *Billets*. Nous y reviendrons en février. Quels que soient les sentiments qui l'accompagnent, il s'agit de la rupture d'un cordon ombilical, et donc probablement d'un heureux évènement.

Une certaine « Françafrique » est morte, par overdose de corruption.

ILS ONT DIT

Question de Jeune Afrique (23/12/1993) : La dévaluation du franc CFA est-elle dès lors inévitable ? « Il m'est difficile de répondre à votre question. Elle relève, en effet, de la souveraineté des pays de la zone franc [...] Récemment, ces pays ont pris des mesures courageuses et importantes pour limiter les sorties frauduleuses de capitaux en interdisant notamment l'exportation de billets [...] »

Et Elf ne fait pas la politique africaine de la France... ? « Elf a-t-elle jamais fait la politique africaine de la France ? Elf est une grande entreprise qui est l'un des éléments de la force et de la solidité économique de notre pays. Mais chacun **doit** agir dans son domaine : la politique relève du gouvernement et non des entreprises. Ceci est valable pour Elf comme pour les autres. » (**Édouard BALLADUR**).

[NDLR : Sur le franc CFA, l'habillage diplomatique est d'un chic très britannique, mais la déclaration d'indépendance relève pour le moins de l'anticipation. Sur Elf, on notera la réponse interrogative, suivie de l'expression d'un devoir (d'un vœu ? d'une exigence morale ? d'une volonté politique ?) qui laisse entendre une certaine distance avec la pratique].

« Il faut que la France prenne la tête d'une véritable croisade en faveur du développement. On sait qu'à l'heure actuelle, tous les experts sont là pour le dire, si nous consacrons à l'aide au développement des pays sous-industrialisés, sous-développés, l'équivalent de 1 % de notre PIB, le problème serait résolu. » (**Charles PASQUA, France 3, La Marche du siècle, 05/01/1994**).

[On ne peut que souscrire à l'objectif, même si le mot « croisade » peut faire problème. Mais le taux d'APD recule vers la moitié des 1 % préconisés, et il reste à rendre crédible le mode d'emploi].

À FLEUR DE PRESSE

Libération, 18/12/1993. La miraculeuse réélection d'Omar Bongo, suite (Stephen SMITH) : « Le Quai d'Orsay a qualifié la réélection d'Omar Bongo de "nouvelle étape importante du processus d'ouverture". Statistiquement, l'ouverture est en effet béante. Par exemple à Bongoville où, sur 548 électeurs recensés, 1 410 ont voté, à 99,36 % pour Bongo. [...] Dans tout le Haut-Ogooué mais, aussi, dans d'autres circonscriptions de l'arrière-pays favorables à Omar Bongo, il y a eu deux ou trois fois plus d'électeurs que d'inscrits. [...]

À Paris, on explique aujourd'hui qu'il y a eu "*dérapage*". Grâce aux bons soins de la DGSE, le service français de contre-espionnage, grâce à ELF-Aquitaine, le pétrolier de la République, et, dans l'in vraisemblable rôle de l'*honnête courtier*, grâce à l'ambassadeur Louis Dominici, "*un scénario de transition douce, en accord avec le père Mba Abessole*", le principal opposant au régime, aurait été mis au point. Puis, "*Bongo s'est affolé*". Au lieu d'aller au second tour et de "*gagner à plus de 60 %, quitte à manipuler un peu les chiffres*", le président gabonais s'est autoproclamé réélu dès le premier tour ruinant, du coup, "*toute illusion sur la démocratisation en Afrique*" ».

Croissance, Janvier 1994. La guerre, mode d'expression politique (Jean-François BAYART) : « L'État africain a épuisé l'essentiel de ses ressources [...]. Face à ce déclin de l'État, on assiste à la mise en place d'une autre forme d'organisation politique : la guerre, qui, elle, bénéficie d'un certain nombre d'atouts. La guerre a une base sociale là où l'État n'en a plus : la jeunesse marginalisée. Du Libéria au Tchad en passant par la Somalie et l'Angola, tous les conflits du continent sont des conflits d'adolescents. [...] Là où l'État ne laisse à la jeunesse que la violence illégitime - celle de la délinquance - la guerre lui fournit une violence légitime - la défense du clan, le renversement du régime - et lui permet de surcroît d'obtenir un minimum de gains économiques. De même pour les chefs de faction, ceux que j'appelle les entrepreneurs politico-militaires. La guerre du Libéria est ainsi une guerre mafieuse, dont le véritable enjeu n'est pas la domination de telle ethnie sur telle autre ou la transformation politique du pays, mais le contrôle du diamant, du fer, des bois précieux, des royautés, des pavillons de complaisance et du blanchiment de la drogue. »

Université de Fribourg (Suisse)

3-5 février 1994

Un colloque exceptionnel, dans un pays-clef :

La corruption

- Faits et méfaits, formes et mécanismes, analyses de cas
 - Efficacité et limites des mécanismes de lutte existants
 - Stratégies de lutte : moyens juridiques et non-juridiques.
- (Le détail du programme vaut le détour)

**Commission nationale suisse pour l'UNESCO
Centre interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme.**

6 rue Saint-Michel, CH1700 FRIBOURG Tél: 41/037/219 857

Éléments de vision économique prospective : l'Afrique de l'Ouest à l'horizon décennal, Jean-David NAUDET, DIAL/BAD/OCDE - 1993

Ce document de travail s'efforce d'échapper au dilemme simpliste « catastrophe ou rupture ». Il propose des scénarios à dix ans où se conjuguent les dynamiques productives, sociales et démographiques. Le clavier des opportunités s'en trouve très élargi. Mais la chaîne des blocages demeure : les scénarios les moins coûteux en misère et en vies humaines ne vont donc pas dans le sens de la plus grande pente. Ils supposent à la fois l'émergence d'une volonté politique régionale, et un réajustement culturel de la coopération internationale.

La planète des drogues, sous la direction d'Alain LABROUSSE et Alain WALLON, Seuil, 1993, 340 p.

La production et le trafic de drogue comme alternative au développement ? L'exemple du Nigeria (présenté par Éric FOTTORINO) montre que cela ne concerne pas que l'Amérique andine ou le Triangle d'Or. La description complète d'un « manège » à 500 milliards de dollars conduit les auteurs à souligner la « *co-responsabilité des pays riches* » - historique, politique, économique et financière. Pour tout un pan du pouvoir de décision (ou de non-décision) de ces pays, le développement des pays pauvres présente aussi peu d'intérêt que le contrôle démocratique des trous noirs où s'engouffrent l'argent de la drogue, des trafics d'armes, du pillage des matières premières, et de la corruption.

Développement : de l'aide au partenariat, Rapport de l'atelier « développement » présidé par Elikia M'BOKOLO, Commissariat Général au Plan, Documentation française, 1993, 269 p.

Le rapport, et son titre, témoignent de l'évolution des idées, avec la timidité et les contradictions propres à ce type de document. S'étonnant de sa propre audace, le groupe énonce ainsi : « *Le message essentiel pour les années 90 serait donc la priorité donnée au local* ». On trouve en annexe des propos plus décapants (Sylvie BRUNEL, Éric CHAMBAUD, Jacques GIRI,...), déjà émis, souvent, en d'autres ouvrages.

SUPPLEMENT AU « POINT SUR LA LOI POUR LA SURVIE ET LE DEVELOPPEMENT » N° 49 - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-X. VERSCHAVE

PRIX DE VENTE : 5 FF - SURVIE, Tél.: (33.1) 43 27 03 25 - COMMISSION PARITAIRE N° 71982 - DEPOT LEGAL JANVIER 1994 - ISSN 1155-1666